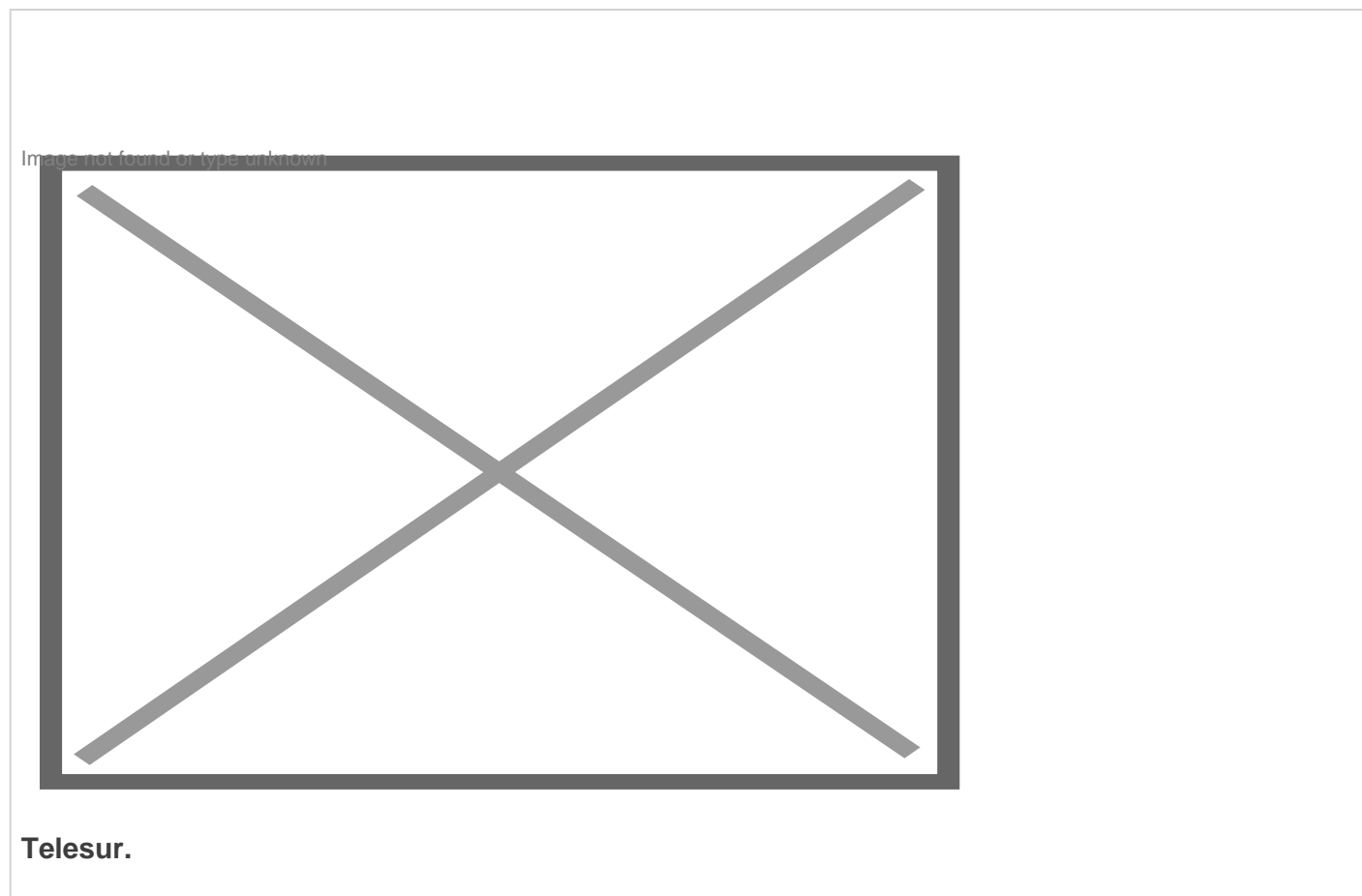


Équateur: l'espoir renaît

Par Guillermo Alvarado



L'UNES, l'Union pour l'Espoir, coalition des forces progressistes équatoriennes, a obtenu, après avoir surmonté toute une série d'obstacles, l'inscription de son candidat à la présidence, Andrés Arauz et son colistier, Carlos Rabascal.

Cela va sans dire, ce sont les forces de droite qui ont posé les écueils.

Mais finalement, le Conseil National Électoral a confirmé l'inscription des candidats de l'UNES aux présidentielles prévues en février 2021.

Récemment, la directrice du Conseil National Électoral, Diana Atamaint, a rejeté un appel présenté par les partisans de l'ex-président Lucio Gutiérrez, qui aspire à la réélection. Elle a déclaré que l'inscription à l'UNES est désormais ferme.

De même, le Tribunal du Contentieux Électoral a considéré comme irrecevable la demande d'annulation à l'encontre de l'UNES.

La formation politique qui défend les valeurs de la Révolution citoyenne, dirigée par l'ex-président Rafael Correa rejoint ainsi les 15 autres qui disputeront la première magistrature de l'Équateur le 7 février 2021.

A l'origine, l'alliance progressiste avait présenté l'économiste Andrés Arauz comme son candidat à la présidence, et Rafael Correa comme son vice-président.

Poursuivi en justice pour des accusations fantaisistes de corruption qui avaient pour seul but de le sortir de la course à la direction du pays, Rafael Correa s'est vu disqualifié.

Face à cette situation, l'ingénieur commercial Carlos Rabascall, qui a également pratiqué le journalisme pendant plusieurs années, a été appelé à remplacer Correa.

L'UNES est aujourd'hui en tête des sondages des intentions de vote. Qui plus est, toujours selon ces sondages, Andrés Arauz aurait des chances de gagner au premier tour et de remplacer ainsi Lenin Moreno. Ce dernier a tourné casaque et trahi le peuple équatorien qui l'a élu pour poursuivre les transformations engagées par la Révolution citoyenne.

Au lieu de cela, il a aggravé les conditions de vie, échoué dans la lutte contre le Covid-19, privatisé de nombreuses entreprises publiques, telles que la compagnie de téléphones, la compagnie d'électricité, les raffineries et les télécommunications, en plus d'endetter le pays.

Lorsque Lenin Moreno quittera le gouvernement, les obligations envers divers organismes, dont le Fonds Monétaire International, représenteront la moitié du Produit Intérieur Brut, ce qui signifie que pour chaque dollar obtenu, l'Équateur devra 50 cents.

Andrés Arauz et Carlos Rabascall entendent inverser cette situation et revenir sur le chemin de la croissance avec l'égalité sociale, ainsi que sauver les mécanismes d'intégration régionale, qui ont été durement attaqués par la droite.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/242222-equateur-lespoir-renait>



Radio Habana Cuba